

La francisation et l'alphabétisation des immigrants et réfugiés: regards croisés sur les pratiques au Québec et en Wallonie

Claudia Prévost

*Candidate au doctorat en ethnologie et patrimoine,
Université Laval*

XXIII^e Congrès de l'ARIC, 21 juin 2011
Université de Sherbrooke

L'immigration au Québec

- Domaine de compétences partagées entre les gouvernements des provinces et du fédéral.
- Fin 1960: prise de conscience politique du rôle-clé que peut jouer l'immigration à l'égard du développement économique, démographique et culturel de la province (Piché, 2003).
- Crise linguistique de Saint-Léonard (Linteau et al., 1986).
- 1968: Création du 1^{er} ministère de l'Immigration.

Prise de pouvoir politique

- Le Québec: pionnier en matière de dévolution des pouvoirs en immigration (Germain et Trinh, 2010).
 - Années 1970: signatures d'ententes qui permettent d'accroître les pouvoirs du Québec de façon significative.
- 1991: Accord Canada-Québec (Germain et Trinh, 2010).
 - Sélection des candidats à l'immigration permanente.
 - Service d'accueil et d'intégration linguistique, économique et culturelle des immigrants.

Mise en place d'une politique linguistique

- 1977: Adoption de la Charte de la langue française (loi 101).
- Visée:
 - « faire du français la langue commune de la vie publique grâce à laquelle les Québécois de toutes origines pourront communiquer entre eux et contribuer au développement de la société québécoise » (Gouvernement du Québec, 1990:16).

Politique d'immigration et d'intégration au Québec

- 1990: *Énoncé de politique d'immigration et d'intégration: Au Québec pour bâtir ensemble.*
 - Pose les jalons de sa propre politique d'immigration et d'intégration basé sur l'«interculturalisme».
 - Contribuer à l'accroissement démographique.
 - Prospérité économique.
 - Pérennité du caractère français.
 - Ouverture sur le monde.
 - Dès lors, la francisation des immigrants y apparaît comme un axe majeur:
 - « l'apprentissage du français et son adoption comme langue commune de la vie publique constituent des conditions nécessaires à l'intégration » (Gouvernement du Québec, 1990:16).

Au Québec, la francisation des immigrants

- 1969: Mise sur pieds des Centres d'orientation et de formation des immigrants (COFI).
 - Cours de langue
 - Cours d'initiation à la vie québécoise et canadienne
- Début 1980: Centre multifonctionnel.
 - Services sociaux
- 2000: Réforme vers une offre de services selon une approche territoriale.
 - Carrefours d'intégration, cégeps, universités, organismes communautaire
 - Cours plus flexibles et activités de soutien à l'apprentissage
- 2004-2005:
 - Fermeture des Carrefours d'intégration

La francisation au Québec: une offre structurée et diversifiée

- Programme de francisation
 - Temps plein
 - Temps partiel
- Cours de français en ligne (FEL)- depuis avril 2008
 - Offert aux candidats à l'immigration (détenteur d'un CSQ)
 - Accessible aux immigrants reçus (juin 2009)
- Cours de français écrit/oral (perfectionnement)
- Cours spécialisés destinés aux professionnels (affaires, génie, santé)
- Francisation en milieu de travail
- Initiatives du milieu communautaire

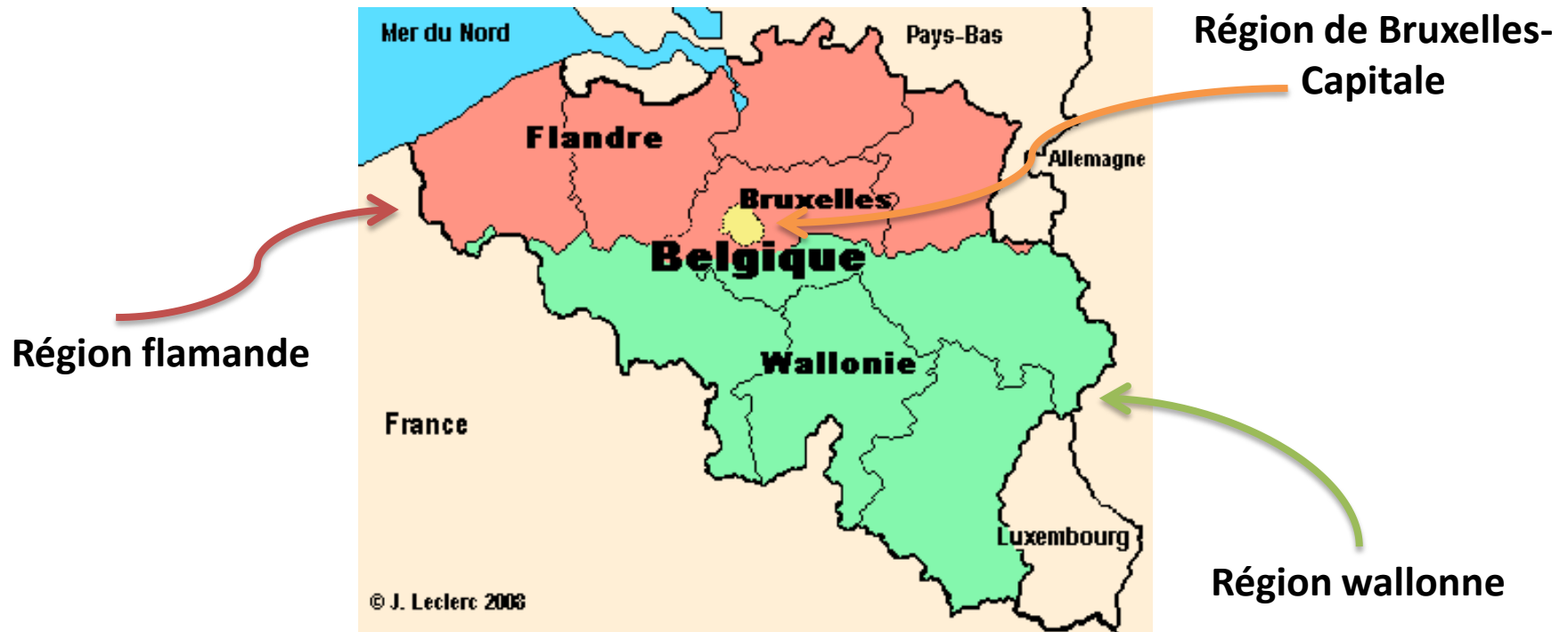
De l'autre côté de l'Atlantique...

Immigration au sein de l'UE

- Tendence vers une européanisation des politiques migratoires (Wihtol de Wenden, 2001).
- Accord de Schengen (1985).
- Traité de Maastricht (1992).
- Traité d'Amsterdam (1997).
- Sommet de Tampere, Finlande (1999).
 - « Communautarisation » des politiques d'asile et d'immigration.

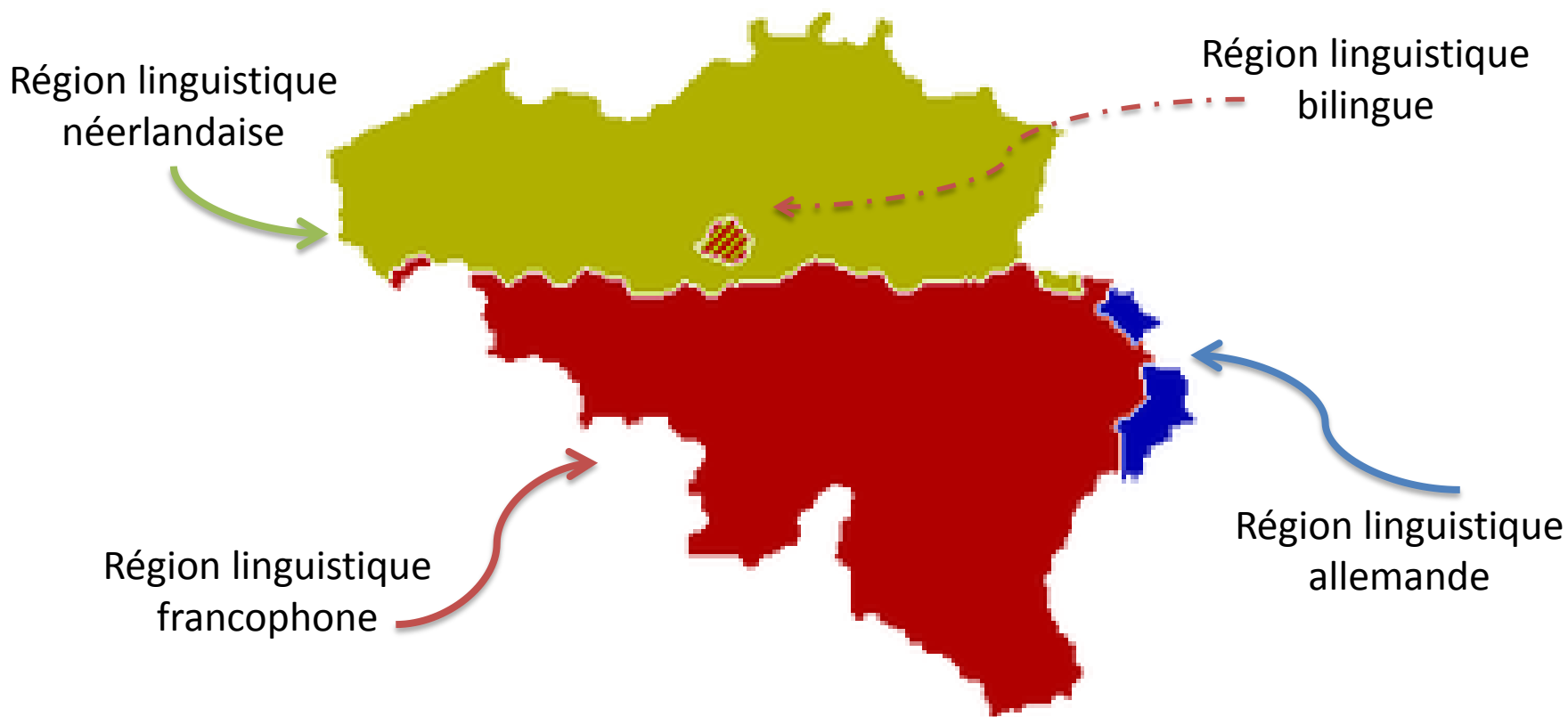
La Belgique en quelques mots..

État fédéral constitué de trois régions
économiquement autonomes:



La Belgique c'est aussi...

Quatre régions linguistiques



Source: J. Leclerc, 2008

L'immigration en Belgique aujourd'hui

- Hausse continue depuis le milieu des années 1980 (Rea, 2007):
 - Regroupement familial
 - « Libre circulation » des ressortissants européens
- En 2007: 109 000 immigrants se seraient installés sur le territoire belge...
 - ...dont 20 542 en région wallonne (Centre pour l'égalité des chances, 2010: 56)

L'intégration des immigrants en Belgique

- 1974 : Prise en charge politique de l'immigration
 - Fermeture des frontières à l'immigration de travail
- 1989: Commissariat Royal à la politique des immigrants (CRPI)
 - Rapport: *L'intégration, une politique de longue haleine* (1990)
 - « L'intégration est perçue plus comme un processus subi qu'accepté » (Rea, 2007:132)
- 1993: Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme

L'intégration des immigrants en Wallonie

- Politique d'intégration tournée vers l'action sociale
 - S'inscrit dans des politiques plus larges visant la lutte contre l'exclusion sociale (Gsir, 2006).
- 1996: Décret relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère
- Mise en place des Centres régionaux d'intégration (CRI)
 - Centre Régional pour l'intégration des Personnes Étrangères ou d'origine étrangère de Liège (CRIPEL)

Alphabétisation et enseignement du français langue étrangère

- Politique régionale wallonne 2009-2014 (Parlement Wallon, 2009).
- Réseau *Lire et Écrire*
 - Mouvement d'éducation permanente qui a pour mission de favoriser le développement de l'alphabétisation en communauté française
- Pluralité d'acteurs issus du milieu communautaire
 - Beaucoup d'initiatives, peu de documentation sur le sujet

Conclusion

Au Québec

- Politiques d'immigration et d'intégration structurées
- Nécessité de développer la maîtrise du français
 - Dév. économique et démographique d'un Québec francophone
 - Essentiel à la cohésion sociale
- État présent et proactif

En Wallonie

- Politique d'immigration et d'intégration tardive
 - S'intègre dans les politiques visant la lutte contre l'exclusion et la discrimination
- Pas de programmes visant l'intégration linguistique des immigrants
 - Actions/Initiatives difficiles à recenser
- État quasi-absent